

J'ai été tout simplement passionné, lors de la dernière réunion du Commonwealth, de voir comment on pouvait apprendre des autres chefs de Gouvernements les méthodes suivant lesquelles ils gouvernent leurs pays, comment ils répondent au défi d'une démocratie en évolution dans une ère technologique ou, dans d'autres cas, de sociétés qui commencent juste à prendre leur essor économique. Et chaque fois que je rencontre un premier ministre ou un chef d'État, je suis toujours passionné d'apprendre, par exemple, comment il maintient l'homogénéité de son Cabinet, les méthodes de travail de celui-ci, comment il en renouvelle les membres, comment il assure une représentation ethnique ou régionale, comment on empêche dans son pays le régime parlementaire de s'enliser dans le cadre des règles parlementaires dont on dispose dans le dit pays, comment les pays plus développés font face au défi du nombre croissant des questions dont ils doivent s'occuper dans la période de temps, impossible à allonger, semble-t-il, dont ils disposent pour leurs travaux parlementaires. Je suis passionné aussi de voir comment les parlements des pays qui ont une constitution de forme fédérale, comme l'Australie, résolvent les problèmes contradictoires qui s'élèvent dans les relations entre les États et la fédération ou relations fédérales-provinciales. Toutes ces questions sont d'un intérêt fondamental non seulement pour les techniques de gouvernement, mais encore pour la cohésion des sociétés modernes.

Pour moi, être en contact constant pendant dix jours avec des gens qui, dans leurs pays, rencontrent des difficultés analogues aux miennes et essaient manifestement d'y trouver des solutions, constitue une expérience trop riche pour que je manque une telle occasion d'échanger des techniques et d'échanger des idées. Comment établissent-ils leurs programmes? Comment les mettent-ils en application? Comment composent-ils leurs Cabinets? Comment établissent-ils l'ordre des priorités, notamment lorsqu'il y a deux ordres de gouvernement? Combien de temps à l'avance essaient-ils d'établir le calendrier de leurs travaux législatifs? Comment s'assurent-ils la coopération des partis de l'opposition? etc...etc... Pour moi, ce sont des choses que l'on ne peut apprendre dans aucun livre, ce sont des choses que l'on n'enseigne dans aucune conférence de sciences politiques ni dans aucune université que je connaisse, et cela n'est écrit nulle part dans les livres.

On met partout en doute le crédit des gouvernements et le bien-fondé de leurs actes. Seront-ils capables de faire face à la terrible agitation qui secoue actuellement tous les pays? La représentation démocratique va-t-elle se flétrir pour laisser la place à des régimes autoritaires ou totalitaires ou au contraire à la populace? Comme vous le voyez, ces questions ont une importance fondamentale pour chacun d'entre nous. Elles ont des conséquences bien plus graves que la question particulière de savoir ce que nous ferons l'année prochaine vis-à-vis de la Rhodésie. Le point de ces questions est de savoir si les sociétés survivront ou non dans leur forme démocratique et ceci, je le répète, est une chose qui ne m'intéresse pas seulement en ce qui concerne le Gouvernement canadien, et c'est pourquoi je ne manque jamais de rencontrer dans un autre pays un personnage important, capable de me donner quelques indications sur la façon dont il répond à ce manque de confiance et à la critique de ses actes.

Si le Commonwealth n'avait pour moi d'autre utilité que celle-là, je penserais encore qu'il a une grande valeur, à la condition que les gens qui s'y rencontrent ne se bornent pas à discuter de questions critiques, mais